

# LA DIPLOMATIE ALGERIENNE FACE A L'ONDE DE CHOC LIBYENNE AU MALI

*socialgerie – article815 - le 13 avril 2012*

L'Etat algérien dispose de ressources diplomatiques et économiques autrement plus efficaces pour arriver à ses fins sans avoir à endosser l'encombrant uniforme du supplétif de l'Otan dans une région compliquée surtout que rien ne prouve que l'attaque du consulat algérien à Gao ne soit pas une provocation commanditée à distance par une officine intéressée.

Stratégiquement, il serait mal avisé de choisir des modes d'action qui finiraient par le discréditer auprès de l'une ou l'autre partie dans le conflit fratricide malien.

Ce serait la meilleure façon de pousser la partie lésée dans les bras des puissances étrangères qui sont à l'affût du moindre prétexte pour intervenir et s'installer durablement dans la région avec l'argument commode de l'incapacité des Etats africains à coopérer efficacement sur le terrain.

---

## SAHEL : « L'ETAT ALGERIEN N'A PAS UNE GRANDE MARGE DE MANŒUVRE »

Mohamed Tahar Bensaada analyse les menaces de déstabilisation au Sahel qui imposent en Algérie « *un nouveau pacte de gouvernance démocratique capable de mettre les intérêts stratégiques du pays à l'abri des luttes politiciennes pour la rente* »

## LA DIPLOMATIE ALGERIENNE FACE A L'ONDE DE CHOC LIBYENNE AU MALI

*par Mohamed Tahar Bensaada*

*Vendredi 13 avril 2012*

Comme il était prévisible, le conflit libyen vient d'avoir sa première onde de choc dans la région sahélo-saharienne. En effet, la Libye ne s'est pas encore relevée de la guerre menée par l'Otan qu'on peut déjà compter parmi les dégâts collatéraux de cette guerre ce qui se passe actuellement au Mali. La circulation des armes dans la région et le retour au Mali de milliers de combattants Touaregs qui se sont battus aux côtés du régime de Kadhafi ont eu raison d'un Etat central malien fragile, corrompu et fortement contesté par la population du nord du pays formée en majorité de Touaregs.

Certes, la contestation de l'Etat central malien par les Touaregs ne date pas d'aujourd'hui. Mais cette contestation, tantôt pacifique tantôt armée, n'a pas réussi jusqu'ici à remettre en question l'intégrité et l'unité territoriales du Mali. Malgré les atteroiements du régime de Bamako et les manipulations étrangères, un espoir subsistait de trouver une solution négociée qui garantisse aux Touaregs le droit au développement de leur région dans le respect de l'intégrité et de la souveraineté nationales du Mali. Quelles

que soient la complexité du dossier et la mauvaise volonté des protagonistes, sans les ingérences étrangères, les différentes médiations africaines auraient pu contenir le conflit et arriver à une solution consensuelle.

Malheureusement, le conflit libyen est passé par là. Le retour au pays de milliers de combattants Touaregs armés ne pouvait rester sans conséquences sur la stabilité du pays. La rébellion des Touaregs sous la direction du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) a trouvé dans la mauvaise volonté du gouvernement de Bamako le prétexte idéal pour reprendre les armes et menacer l'unité du pays. Lassés par l'impuissance du gouvernement central, des officiers maliens destituent le président Amadou Toumani Touré et prennent le pouvoir à Bamako le 22 mars dernier.

La communauté internationale, à commencer par l'Union africaine, a condamné le coup d'Etat. Un embargo a été décrété aussi bien par l'Union africaine que par l'Union européenne, aggravant au passage la situation déjà précaire des populations. La communauté des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) a même menacé la junte militaire malienne d'intervention armée si elle ne rétablissait pas l'ordre constitutionnel.

Paradoxalement, la prise du pouvoir par les putschistes n'a fait qu'aiguïser la guerre civile et donner aux rebelles du MNLA l'occasion d'en découdre avec le gouvernement central. En moins de deux semaines, le territoire revendiqué par le MNLA comme le berceau des Touaregs, l'AZAWAD, est libéré après la prise de ses trois principales villes : Kidal, Gao et Tombouctou. Pire, le MNLA vient de déclarer unilatéralement l'indépendance de l'Azawad et la naissance d'un nouvel Etat alors que tout indique qu'il n'est pas seul à contrôler une région qui fait 1 million de km<sup>2</sup>.

En effet, aux côtés du MNLA, activent d'autres organisations armées proches de la mouvance d'Al Qaida : le groupe wahhabite, Ansar Eddine, dirigé par un ancien consul malien en Arabie Saoudite, le Mouvement de l'Unité et du Jihad en Afrique de l'ouest (MUJAO) qui est une dissidence d'AQMI et enfin au moins trois groupes armés appartenant à cette dernière.

Fait curieux, le Mujao qui poursuit l'objectif de l'établissement d'un émirat islamique en Afrique de l'Ouest s'est fait connaître jusqu'ici par deux actions d'éclat en territoire algérien : l'enlèvement de trois humanitaires européens dans un camp sahraoui à Tindouf et une opération suicide contre la brigade de gendarmerie de Tamanrasset...

Si elles paraissent avoir réagi timidement face aux événements qui ont secoué ce pays africain pauvre et enclavé, les grandes puissances semblent s'être réveillées dès que les médias internationaux ont confirmé le contrôle des trois principales villes par ces organisations terroristes. A Gao, des hommes armés qui appartiendraient au MUJAO auraient investi le consulat d'Algérie et pris en otages le consul et six autres fonctionnaires après avoir brûlé le drapeau algérien et mis à sa place leur emblème noir.

## **Le jeu trouble de Paris**

Pourtant, parmi les puissances occidentales, une au moins, la France, dispose de relais bien établis dans ce pays, aussi bien au sein de l'administration centrale qu'au sein du mouvement séparatiste Touareg. Il est donc difficile de penser que ces puissances ont été prises de court par les événements. Depuis des mois, des voix se sont élevées pour mettre en garde contre les conséquences catastrophiques de la circulation des armes libyennes et le retour des combattants Touaregs dans leur pays. Face à des combattants armés et aguerris et dont les chefs ont sans doute ramené avec eux de Libye tout un trésor de guerre, l'armée malienne fait figure de parent pauvre et n'avait aucun moyen de les contenir.

A moins que par leur passivité, les puissances occidentales aient tout simplement voulu punir le régime d'Amadou Toumani Touré pour sa position durant le conflit libyen. Des sources maliennes n'hésitent pas, à cet égard, à parler d'un deal entre Paris et le chef Touareg Mohamed Ag Najem qui aurait abandonné Kadhafi contre un soutien français à sa cause une fois rentré chez lui au Mali.

De ce point de vue, les événements s'expliquent plus aisément. Le coup d'Etat loufoque du 22 mars, un coup d'Etat qui survient, rappelons-le, à un mois de l'élection présidentielle à laquelle Amadou Toumani Touré ne pouvait pas se présenter, apparaît comme un acte dans une pièce dont les acteurs ignorent tous les tenants et aboutissants. Mais on sait surtout que c'est un coup d'Etat dirigé contre le favori de la prochaine

présidentielle, le ministre malien des affaires étrangères, Soumeylou Beybé Maiga, auquel Paris reproche le réchauffement des relations algéro-maliennes et la volonté de diminuer l'influence française au Mali.

Les putschistes maliens ont cru que la présence en force d'organisations intégristes terroristes dans le nord du pays allait leur valoir le soutien des capitales occidentales. Mais rien de tout cela n'arriva. Au contraire, la pression sur les putschistes a continué et l'émissaire de la CEDEAO, le ministre burkinabé des affaires étrangères, Djibril Bassolé, a finalement réussi à convaincre les putschistes de quitter le pouvoir. Ce dernier événement a été accueilli avec soulagement dans la mesure où aucune solution ne peut être trouvée au conflit qui déchire le Mali sans le rétablissement de l'ordre constitutionnel dans ce pays.

Mais le moment choisi par les émissaires de la CEDEAO et les putschistes pour se mettre subitement d'accord sur la sortie impromptue de la junte militaire de la scène politique malienne a de quoi susciter des interrogations. En effet, à la veille de cet accord, les Etats membres de la CEDEAO avaient convenu d'une intervention armée au Mali pour laquelle ils ont mobilisé 3000 hommes. Cette intervention allait coïncider avec le sommet des Etats du champ (Algérie, Mauritanie, Niger, Mali) qui pouvait décréter à son tour, en l'absence du Mali suspendu en raison du coup d'Etat, d'une intervention conjointe pour rétablir la paix au Mali et chasser les organisations terroristes de la région, étant entendu qu'elles sont devenues une menace pour la sécurité de tous ces Etats. Que s'est-il passé entre-temps ? Difficile de ne pas envisager un rôle discret de Paris dans ces tractations de dernière minute surtout quand on sait les arguments économiques dont dispose la France auprès des Etats membres de la CEDEAO.

Une chose est sûre. L'accord de dernière minute auquel est arrivé l'émissaire de la CEDEAO avec les putschistes maliens risque de rendre toute intervention africaine plus difficile. En effet, maintenant que les putschistes ont accepté de se retirer, comment la CEDEAO peut-elle intervenir au Mali sans donner l'impression qu'elle soutient une partie (le gouvernement central malien) contre une autre (les rebelles Touaregs) dans un conflit interne ? Reste à savoir la position qui sera prise par les Etats du champ que sont l'Algérie, la Mauritanie et le Niger. Décideront-ils d'une intervention conjointe ?

Au lendemain de la réunion qui a réuni les ministres des affaires étrangères de ces trois pays à Nouakchott, il semble qu'aucun consensus n'a été trouvé. Le Niger a appelé à une intervention militaire en vue de rétablir le contrôle de l'Etat malien sur les territoires du nord qui lui échappent actuellement alors que l'Algérie semble privilégier la négociation politique même si elle rejette de son côté la déclaration d'indépendance de l'Azawad proclamée unilatéralement par le MNLA.

## Pressions sur l'Algérie

Parmi tous les pays de la région, l'Algérie, qui dispose de moyens pour intervenir seule si nécessaire, subit actuellement de fortes pressions aussi bien internes qu'externes en vue d'intervenir au Mali. Dans un entretien au quotidien El Watan, connu pour ses accointances avec certains ex-généraux dits « éradicateurs » et certaines chancelleries étrangères à Alger, un mystérieux général à la retraite membre d'un non moins mystérieux collectif pour la « *réédification de la nation algérienne* », a appelé l'Etat algérien à intervenir au Mali.

Difficile de ne pas établir un lien avec la récente visite à Alger du chef de l'Africom, le général Carter F. Ham, qui avait pour objet la nouvelle crise malienne. Le général américain a-t-il donné son feu vert américain à une éventuelle intervention algérienne contre les groupes terroristes dans la région ? Difficile également de ne pas rapprocher ces appels endémiques à l'intervention de l'Algérie de la déclaration perfide d'Alain Juppé qui arguait récemment qu'il serait malvenu pour l'armée française d'intervenir dans la région en laissant entendre qu'il appartient aux Etats africains concernés de le faire. Des sources maliennes ont fait état d'un plan d'intervention militaire de la CEDEAO au Mali sous la pression de Paris. Le président burkinabé, Blaise Compaoré, aurait été chargé de convaincre l'Algérie de se joindre à cette opération.

On voit mal l'Algérie s'embarquer dans une telle aventure même si elle a intérêt à en découdre avec les groupes d'AQMI qui menacent régulièrement sa sécurité nationale. D'une part, il est difficile d'envisager une entrée en guerre de l'Algérie contre le mouvement séparatiste Touareg pour la raison simple qu'elle doit ménager sa propre minorité touarègue du Hoggar et du Tassili. D'autre part, un tel engagement risque de

pousser tous les mouvements Touaregs dans les bras des organisations djihadistes qui contrôlent actuellement plusieurs endroits de l'Azawad alors que la stratégie algérienne consiste jusqu'ici à s'appuyer sur les mouvements rebelles Touaregs pour combattre les groupes affiliés à AQMI et à neutraliser les autres groupes salafistes comme « Ansar Eddine » qui n'ont jamais perpétré des actions armées sur le territoire algérien.

Cependant, la coopération de l'Algérie sur le terrain avec le MNLA, qui a déjà proposé ses services en vue de libérer les otages algériens, a des limites dans la mesure où elle risque d'être interprétée à Bamako comme un soutien déguisé aux rebelles Touaregs. Ce risque est d'autant plus grand que des voix irresponsables s'élèvent en Algérie pour appeler à soutenir le séparatisme Touareg au Mali avec une arrière-pensée à peine cachée d'un effet domino qui arrangerait bien les calculs de ceux qui agitent le slogan commode d'un « fédéralisme » concocté dans des laboratoires étrangers bien connus en vue de porter atteinte à l'intégrité territoriale de l'Algérie.

Entre le souci de préserver sa ligne diplomatique classique de non-intervention en dehors de son territoire national et l'exigence d'action en vue de riposter aux groupes terroristes qui utilisent le territoire malien comme une base arrière pour préparer leurs coups contre sa sécurité nationale, l'Etat algérien n'a pas une grande marge de manœuvre. Tactiquement, il serait mal avisé de tomber dans la première provocation venue qui vise à le mouiller et/ou à la discréditer surtout qu'il dispose de ressources diplomatiques et économiques autrement plus efficaces pour arriver à ses fins sans avoir à endosser l'encombrant uniforme du supplétif de l'Otan dans une région compliquée surtout que rien ne prouve que l'attaque du consulat algérien à Gao ne soit pas une provocation commanditée à distance par une officine intéressée.

Stratégiquement, il serait mal avisé de choisir des modes d'action qui finiraient par le discréditer auprès de l'une ou l'autre partie dans le conflit fratricide malien. Ce serait la meilleure façon de pousser la partie lésée dans les bras des puissances étrangères qui sont à l'affût du moindre prétexte pour intervenir et s'installer durablement dans la région avec l'argument commode de l'incapacité des Etats africains à coopérer efficacement sur le terrain.

*Mohamed Tahar Bensaada,*  
*le 10 avril 2012. Oumma.com*

*repris sur le blog algerieinfos*  
*le 13 avril 2012*